

# DE L'A pour les propositions, l'a

**L**a rentrée sociale et politique est confrontée à de très importants défis. Les mesures ultra libérales du gouvernement de Villepin s'accompagnent d'une formidable démagogie médiatique. Tandis que son action soutient les capitaux financiers, en agissant contre les besoins sociaux et la croissance réelle, le Premier ministre prétend rechercher exactement le contraire : « une croissance sociale ». Cependant, l'insécurité sociale et économique s'aggrave avec le chômage massif et la montée de la précarité, la faiblesse de la croissance et les privations affectant les services publics. Le besoin de résister et de faire reculer les agressions gouvernementales et patronales se situe dans une période où, après le NON à la constitution européenne, montent les exigences non seulement d'une autre construction européenne, mais d'un projet politique et social alternatif à gauche en France, en vue des élections de 2007.

Après les audaces du Non au référendum, ce qu'il faut c'est : « encore de l'audace, toujours de l'audace ! » pour se hisser à la hauteur des besoins de transformation radicale, c'est-à-dire d'un vrai réalisme.

Concernant le projet à élaborer, il ne s'agit pas seulement de débattre d'un texte, mais d'articuler les débats sur des propositions à des actions. Ce n'est pas facile mais c'est incontournable. En effet, une autre construction politique et sociale suppose les interventions des travailleurs et des citoyens, à l'opposé de simples délégations de pouvoirs. Les leçons du passé montrent le besoin d'une union dépassant les délégations, dans une démocratie participative et d'interventions autonomes. Cela ne concerne pas seulement, comme nous disions jadis, une union populaire, mais une union « agissante » depuis le terrain, des couches les plus populaires jusqu'à toutes les catégories de salariés. Dès maintenant, l'organisation d'une « pédagogie de l'action » peut contribuer à l'avancée de bonnes propositions et au début de leur prise en main par les travailleurs et les citoyens.

## **Face au chômage et à la précarité, avancer sur les objectifs sociaux, les moyens financiers, les pouvoirs**

Tandis que le chômage a de nouveau fortement progressé depuis 2001 en France et dans les grands pays de l'Union européenne comme l'Allemagne, de Villepin, lors de la présentation le 1er septembre de son plan de relance, a pu faire état d'une petite baisse du chômage, qui passe officiellement à 2.423.000 et 9,9 %. Mais cette légère baisse correspond surtout à l'aug-

mentation des radiations administratives de l'ANPE et de sa prise en compte des absences aux contrôles, outre une petite reprise des contrats aidés publiquement.

Le chômage massif persiste et la précarité explose dans le monde. Cela, en raison des économies formidables de travail direct et de travail incorporé dans les moyens matériels des nouvelles technologies, mais accompagnées des pressions pour la rentabilité contre les salaires et contre les dépenses sociales. Cependant, le chômage est bien plus élevé dans l'Union Européenne comme en France, en raison tout particulièrement de la politique de la BCE, qui, loin de soutenir l'emploi, favorise, avec un euro fort, le marché financier et les exportations de capitaux contre l'emploi. Les politiques prétendument menées contre le chômage le renforcent tout en faisant progresser la précarité. Ainsi, le gouvernement relance : - les baisses de cotisations sur les bas salaires, poussant à la baisse des salaires, - la précarisation, avec le contrat « nouvelle embauche » permettant de licencier à volonté pendant deux ans, - les pressions contre les chômeurs, pour qu'ils acceptent n'importe quel emploi ainsi que l'aide aux bas salaires par la prime à l'emploi qui sera mensualisée.

Fondamentalement, il serait possible, de nos jours, d'éradiquer graduellement le chômage par des transformations radicales des objectifs sociaux, des moyens financiers et de leurs critères, des droits et pouvoirs, en construisant une Sécurité d'emploi ou de formation. Mais dès maintenant, tout en résistant contre les mesures gouvernementales il est possible d'organiser les luttes pour avancer vers ces transformations. Ces luttes supposent l'organisation d'aides systématiques sur la définition des objectifs, l'utilisation des moyens juridiques, la saisie de moyens financiers, par les directions nationales des partis de gauche et des syndicats jusqu'au plan local. Cela renvoie à la construction des réseaux et des forums d'un Mouvement national et décentralisé pour la sécurisation de l'emploi et de la formation.

Pour les chômeurs, les luttes pour l'amélioration des indemnités et la nouvelle convention UNEDIC doivent pouvoir s'articuler à des propositions concernant la maîtrise par les chômeurs d'un bon retour à l'emploi, y compris d'une bonne formation.

Dans les entreprises, les luttes contre l'extension des contrats précaires ainsi que pour des propositions alternatives des travailleurs contre les licenciements,